

Sécurité climatique : le plan d'Édouard Philippe pour adapter la France

63 min · Horizon

Si la vérité a l'air de cette année, du Belet n'aurait peut-être pas célébré la Douce Rangeville. Car cette année, à l'air comme à Angers, comme au Pont de C, où nous nous trouvons aujourd'hui, deux phénomènes climatiques extrêmes se sont succédés avec une intensité et une durée peu communes. Il suffit de regarder les photos avant-après. Elles sont éloquentes. Si on se place ici, au Pont de C, ou en aval, sous les ponts de Mont-Jean-sur-Loire ou de Loire-aux-Sances ou d'Anceny, pour en saisir l'ampleur. D'abord le trop plein, puis la pénurie. Ceux qui avaient la Loire à leur pied en février pouvaient presque la traverser à pied six mois plus tard. J'exagère à peine en disant cela. Ces phénomènes frappent la France entière en tout point de son territoire. À Saint-Martin-Zubie, à Braille-sur-Roya, dans les Alpes-Maritimes, à Arques, dans le Pas-de-Calais, mais aussi à Mayotte, en décembre 2024, après le passage du cyclone Chideaux, ou à La Réunion en février 2025, après le cyclone Garance. Et puis il y a eu les feux. Des feux de plus en plus au nord, en forêt de Fontainebleau cet été, dans les Ardennes, et ici même en Anjou, où des milliers d'hectares sont partis en fumée il y a trois ans. Des feux de plus en plus intenses, à tel point qu'on les a appelés les mégafeux, comme en Gironde, comparables à ceux qui prévalent parfois au Canada et qui demandent aux pompiers des trésors de courage. Plus de 120 000 hectares, Christophe l'a dit, sont ainsi partis en fumée cet été, ce qui fait de 2026 l'année la plus dévastatrice du siècle. Des catastrophes qui laissent des séquelles profondes, durables sur les territoires, sur les écosystèmes, sur les biens, sur chacun d'entre nous, y compris parfois sur le plan psychologique. Ce que nous retiendrons de cet été, ce sont aussi les intérieurs surchauffés. Les nuits sans sommeil, les cours ou les examens qu'il a fallu reporter, les transports perturbés, la grande souffrance des tout petits et des plus âgés. Nous avons eu tous le sentiment de vivre quelque chose qui dépassait de loin le cadre de ce que nous avons connu. Je crois, mes chers amis, qu'il arrive qu'il y ait des moments où nous nous disons que nous changeons d'air, des moments de bascule, où nous nous rendons compte que le monde d'après ne va pas être comme le monde d'avant. Il n'est pas impossible que l'été que nous venons de passer, avec son intensité, avec sa dureté, avec la longueur et la répétition des événements de canicule, constitue un de ces moments de transition, un de ces moments de bascule. Les phénomènes que nous avons connus cet été vont se répéter. Ils vont devenir plus intenses. On dit souvent que l'été que nous venons de passer sera peut-être beaucoup plus clément que les 15 ou les 20 étés qui suivront, sans doute. Je ne dis pas cela pour affoler, je ne dis pas cela pour le plaisir d'inquiéter. Je dis cela parce que c'est probablement la nouvelle réalité, celle à laquelle nous devons faire face, et qu'il vaut mieux s'y préparer en la regardant dans les yeux. Je ne souhaite pas que nous laissions à nos enfants une France désarmée, sans protection contre les dangers climatiques qui les concerneront directement. Notre climat, le climat dans lequel grandissent mes enfants, n'a déjà plus grand-chose à voir avec celui que j'ai connu en Normandie au début des années 70, quand j'ai grandi. Nos paysages changent, et le rythme auquel ils changent est parfois effrayant. Je donne quelques exemples, mais chacun chez lui est capable d'en citer et de nombreux. En Dordogne, certaines espèces de chênes sont en voie de disparition. Dans une génération, il n'y aura plus de sapins dans les forêts de Haute-Garonne. De façon presque plus légère, je voudrais vous dire que les surfaces viticoles de Normandie et de Bretagne ont respectivement augmenté de 74 % et de 78 % dans les cinq dernières années. Je reconnais qu'on parlait de loin en la matière, mais chacun mesure très bien ce que cette nouveauté veut dire sur la transformation du climat. Le temps où le grand Fernand Brodel pouvait évoquer dans l'identité de la France, cette cassure essentielle

que nul Français n'ignore entre le Nord et le Midi, et que signalent à elle seule avec éclat les limites septentrionales des plantes caractéristiques du Midi, la vigne, l'olivier, le châtaignier, le murier, puis ce visiteur tardif que sera le maïs apporté d'Amérique. Aujourd'hui, cette cassure est moins nette et elle remonte sensiblement vers le Nord. Notre climat se transforme. Certains font encore mine de ne pas le voir ou de douter du rôle de l'homme dans cette évolution. Les climato-sceptiques s'expriment avec moins de virulence depuis cet été, mais ils n'ont pas disparu. Les autres, et c'est l'immense majorité d'entre nous, se posent la question éternelle, la seule question qui vaille en politique, que faire ? La réponse tient en deux mots, atténuation et adaptation. Atténuation du phénomène et adaptation aux conséquences du phénomène. Je ne vais pas parler de ce vaste chantier de l'atténuation. J'y reviendrai. Nous avons nos responsabilités à prendre dans ce combat pour l'atténuation et nous tiendrons les engagements de l'accord de Paris car la France doit continuer à faire baisser ces émissions de gaz à effet de serre. Dans le combat de l'atténuation, l'essentiel ne dépend plus de nous. En tout cas, plus significativement de nous. Nous ne représentons plus guère que 1 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde tel qu'il est aujourd'hui. Le combat pour l'atténuation dépend en grande partie du reste du monde, notamment de la Chine et des États-Unis. Nous avons notre rôle à jouer, mais la solution au problème ne dépend plus de nous. En revanche, l'adaptation aux conséquences du phénomène, elle dépend totalement de nous. Et la bonne nouvelle, c'est qu'à d'autres époques, dans d'autres circonstances, nous avons déjà su nous adapter. Nous avons, au XIXe siècle, planté la forêt des Landes pour assainir les terres et pour fixer les sols. Dans les Sévènes, nous avons reboisé les gôûles, construit des murets et des ouvrages de protection pour lutter contre l'érosion et les crues qui ravageaient les vallées. Nous avons ici élevé les grandes levées de la Loire pour protéger les villes après les crues catastrophiques du XIXe siècle, 1846, 1856, 1866. Il y avait une forme de régularité. Des levées qui protègent encore, qui sont indispensables encore aujourd'hui. Nous avons construit des barrages, puis d'abord à Aiguzon, à Saran, puis dans les Alpes, dans les Pyrénées, pour maîtriser l'eau, pour produire l'électricité. Nous avons creusé des canaux, développé nos réseaux d'eau, d'assainissement, aménagé nos ports, équipé la montagne, transformé le littoral. La France n'a jamais considéré sa géographie comme une fatalité. C'est d'ailleurs une très grande leçon du gaullisme lorsqu'en 1963, le général de Gaulle crée la DATAR pour donner à l'Etat les moyens d'organiser le territoire, de l'aménager comme c'est l'intérêt du pays. Et dans la région d'Olivier Guichard, la DATAR, ça rappelle forcément des souvenirs. Cela dit surtout une chose de nous. Braudel, s'inspirant du géographe et résistant des Fontaines, la résume par cette formule. Pour lui, la France est, je cite, le résultat d'une bataille des climats et des végétations. Cette bataille des climats et des végétations, nous devons la mener à notre tour. Ce que nous avons fait par le passé, en modelant la France pour livrer cette bataille des climats, nous pouvons et nous devons le refaire. Mais ne nous y trompons pas, le défi de l'adaptation sera cette fois-ci d'une ampleur inédite. Pourquoi ? Parce que nous touchons aux limites planétaires. Parce que c'est le caractère vivable et pas simplement agréable de la France de demain qui est en jeu. Ce n'est plus au fond seulement une question environnementale. C'est en train de devenir une question de sécurité collective, une question de protection, une question régalienne. Et la France doit donc se doter d'une véritable politique de sécurité climatique. Et c'est pour évoquer cette nécessité de sécurité climatique que j'ai tenu à consacrer le premier volet de mon projet pour l'environnement à cette question de l'adaptation au changement climatique. J'aurai l'occasion, au cours de cette campagne, de décliner d'autres volets, notamment en matière d'électrification de la France ou d'indépendance énergétique. Mais à l'heure où ce terrible été s'achève, alors que des milliers de Français sinistrés affrontent mille difficultés, nous devons tirer les leçons de ce qui s'est passé et définir les orientations d'une politique de sécurité climatique à la hauteur du défi qui nous attend. Car l'enjeu est trop grave, trop durable, pour que le débat présidentiel puisse l'éluder. Comme peut-être beaucoup d'entre vous, je ne suis pas né dans l'écologie politique. Je n'y suis pas venu spontanément. Ça m'a peut-être évité d'aborder celle-ci

sous un angle trop idéologique, je ne sais pas. Mais en tout cas, ce qui est vrai, c'est que je n'y suis pas né. Comme des millions de personnes de ma génération, cette conscience de la question écologique, elle m'est venue peu à peu, progressivement. Au gré de mes lectures, d'abord. Parce qu'on est souvent ce qu'on lit. En tout cas, moi, je crois qu'on est souvent ce qu'on lit. Pas seulement, mais souvent ce qu'on lit. Certaines de ces lectures m'ont profondément marqué, comme ce livre qui s'appelle « Effondrement » de l'essayiste américain Jared Diamond. C'est un livre que certains qualifient de son... et de fait il est parfois très sombre. C'est un livre dans lequel Diamond montre comment dans l'histoire les changements climatiques ont précipité la chute de certaines civilisations mais dans lequel il montre surtout que certaines sociétés ont réussi à s'adapter à des transformations climatiques ou à des enjeux environnementaux, se préparer, s'adapter à ces changements et poursuivre leur développement. Et il écrit, on est en 2005, il écrit ainsi du fait même que nous suivons de plus en plus cette voie non durable, les problèmes mondiaux d'environnement seront bel et bien résolus du vivant de nos enfants. La seule question est de savoir si la solution ne sera pas trop désagréable parce que nous l'aurons choisie ou désagréable parce qu'elle se réaglera sans que nous l'ayons choisie. Et c'est la question que pose ce livre qui est formidable et que je vous recommande très vivement. Cette conscience de la question écologique elle m'est aussi venue des questions et des inquiétudes de ceux qui m'entourent et notamment de mes enfants. Car nous mesurons tous, en tout cas tous ceux qui comme moi sont dans la génération des cinquantenaire et qui ont des enfants, adolescents, jeunes adultes, nous mesurons tous l'inquiétude liée à l'état de la planète qui est la leur. Elle est réelle, elle n'est pas feinte, elle n'est pas exagérée et nous devons l'entendre et nous devons lui apporter des réponses. Pas simplement parce que c'est toujours précieux d'apporter des réponses à ses enfants mais parce que c'est le monde dans lequel ils vont vivre et élever leurs propres enfants. Ce questionnement incessant, il est extrêmement important de le saisir et d'y adresser des réponses claires. Cette conscience écologique elle m'est aussi venue de mon expérience de maire et de maire d'une grande ville confrontée comme beaucoup d'autres grandes villes, comme beaucoup de villes, comme l'ensemble du territoire de notre pays aux conséquences du changement climatique. Et puis elle m'est venue grâce à des rencontres, des rencontres avec des femmes et des hommes engagés depuis longtemps. Certains sont ici présents, je veux les saluer, les remercier de leurs expertises. Il y a bien sûr Christophe Béchu, Béranger Rabat, Anne -Cécile Violent, Jan Verling, Grégory Allion, Didier Le Maire, Jean -Marc Zoulaizi, Nathalie Kosciusko -Morizet et évidemment l'excellent président que je salue et que je suis heureux de retrouver ici. Tu seras toujours président pour moi. Je vois bien que certains, certains essaient de s'acheter un brevet d'écologie en se faisant prendre en photo auprès de populations traumatisées par les feux de cet été. Les climato -sceptiques existent encore. Il y a quelques années, ils ont organisé des débats, des débats politiques autour du thème réchauffement climatique mit aux réalités. On peut faire semblant d'être objectif et de se poser la question. La science, elle, elle ne se pose pas la question. Elle a tranché sur cette question. Entre le rassemblement climato -sceptique d'un côté et la France insoumise au réel, de l'autre, entre le déni et le dogme, je souhaite proposer aux Français une stratégie précise, méthodique, ambitieuse de sécurité climatique. Elle tient en trois mots. Protégée, adaptée, équipée. Le premier axe, c'est la protection des personnes et de leurs biens face au risque climatique, avec comme première priorité l'avenir de notre sécurité civile. Je vous propose de commencer par les hommes, les hommes et les femmes, les femmes et les hommes, les humains, les pompiers, parce qu'ils sont notre première et parfois notre dernière ligne de défense face au changement climatique. Marins, militaires, professionnels, volontaires, ils ont des statuts variés, mais l'essentiel les rassemble, la volonté de servir, de s'engager pour les autres, parfois au péril de leur vie. Je veux saluer, à cet égard, la mémoire d'Antony Berthom et de Wilfried Schmitter, décédés le 21 juillet dernier dans l'exercice de leur fonction à Mérignac. Un hommage leur sera rendu demain en Gironde. Je pense que nous pouvons et que nous devons tous avoir une pensée émue, respectueuse pour eux, pour leur famille, pour leurs camarades, pour toutes celles et

ceux en qui ils sont, pour toutes celles et ceux qui ont bénéficié de leur engagement exceptionnel. Je vous propose d'avoir une pensée extrêmement émue et respectueuse pour eux aujourd'hui. Les risques vont augmenter. Ils vont s'intensifier. Les moyens de nos pompiers doivent suivre. Cela veut dire des tenues adaptées à des interventions par très forte chaleur, une meilleure protection respiratoire, des flottes de drones autonomes. Cela veut dire aussi plus d'embarcations, plus de pompes mobiles de grande capacité en cas d'inondation. Cela voudra dire forcément revoir le financement et le modèle de financement des services d'incendie et de secours. Tous les gens qui savent comment l'organisation des services d'incendie et de secours est financée savent que nous sommes au bout du modèle et qu'il va falloir se poser la question de financer autrement cet effort considérable et indispensable pour les Français. Nous avons assisté pendant l'été aux polémiques sur les canadiens. Pourquoi sont-ils si vieux ? Pourquoi n'y en est-il pas plus ? Qui les a commandés ? Qui les a décommandés ? J'ai vu des responsables politiques qui n'ont jamais tenu une lance à eau de devenir des experts en canadiens. En revanche, et c'est beaucoup plus intéressant, j'ai vu bien avant cet été des entreprises françaises, Toulouse Positives Aviation, Inaero, Kepler Evolution, qui proposent en France des solutions opérationnelles, des alternatives françaises au Canada, des solutions dont je veux me servir pour construire en France des Canadiens français. Nous allons avoir besoin de nous équiper. Nous ne pouvons pas dépendre d'un constructeur étranger qui lance ou relance ou cesse ou recommence sa production au gré de commandes qui sont mondiales et sur lesquelles nous n'avons pas prise. Pour cesser de dépendre de la stratégie industrielle d'une entreprise étrangère et pour ne plus attendre quand la France brûle qu'un autre pays veuille bien nous vendre des avions pour l'éteindre. Il y a, me semble-t-il, une autre leçon attirée de ces crises. Notre sécurité collective ne peut pas reposer exclusivement sur ceux dont c'est le métier. On peut tous agir. On peut tous faire quelque chose d'utile à condition de savoir quoi, quand et comment. Vous m'avez peut-être entendu le dire, je suis favorable au rétablissement du service national. Pas sous la forme que j'ai connue lorsque j'étais jeune adulte. Pas sous la forme exclusivement militaire réservée à la majorité des garçons, mais pas à tous. Non, un service national qui pourrait être militaire pour 50 000 jeunes gens par an en France. Mais un service national qui pourrait prendre pour les autres jeunes Français des formes diverses. Sanitaires, civiques, environnementales par exemple. Je pense qu'il serait utile que de jeunes appelés puissent participer à des missions de préservation et de sécurisation de notre environnement, débroussaillage, surveillance, entretien des forêts, sensibilisation du public. Ce sont des missions concrètes, des missions utiles et passionnantes, des missions qui permettront à des générations d'apprendre à servir et à protéger. Et je vais aller plus loin encore en m'appuyant sur un dispositif qui existe déjà, mais qui mérite d'être mieux connu et développé, celui des réserves communales de sécurité civile. Ce dispositif, il est trop peu connu, mais pourtant, les maires qui l'ont mis en place en ont éprouvé l'efficacité. Il permet de mobiliser des volontaires pour soulager les professionnels de tâches simples, mais essentielles en cas de crise, aider à installer un campement, distribuer de la nourriture, appeler ou rendre visite à des personnes fragiles. Ça n'a l'air de rien. Mais lorsque ce sont des gens qui sont formés, qui savent comment s'organiser pour le faire, ils libèrent du temps, de l'énergie, de la compétence pour s'occuper des choses qui sont beaucoup plus délicates, beaucoup plus urgentes, beaucoup plus difficiles. Dans beaucoup de nos communes, beaucoup de citoyens veulent aider. Beaucoup l'ont fait pendant les crises. On l'a vu en Gironde, on a vu des agriculteurs du coin, parfois venant de loin, on a vu les populations civiles s'entraider. On a vu des exemples de solidarité absolument exceptionnels. C'est un magnifique engagement, un engagement humain, un engagement républicain. Il faut remercier toutes celles et ceux qui l'ont fait. Mais nous pouvons faire mieux. Nous pouvons mieux faire connaître ces réserves. Nous pouvons soutenir les maires qui les mettent en place pour qu'à terme, elles puissent rassembler plusieurs dizaines de milliers de citoyens formés, organisés et prêts à prêter main forte en cas de sinistre. Nous devons aussi développer la culture du risque. Je suis maire d'une ville industrielle. Dans l'agglomération du Havre,

il y a 18 sites Cveso -Soye -Haut. Ça veut dire qu'il y a un risque industriel. La présence d'usines, de sites de production est un risque. Mais il y a aussi une culture du risque industriel. Des organisations, des procédures qui nous permettent d'être, peut-être, je l'espère, je le crois, mieux préparés qu'ailleurs. Mais cette culture du risque, cette culture due, au fond, si ça se passe mal, qu'est-ce que je dois faire pour me protéger, pour protéger les autres et pour aider à la résolution du problème ? Cette culture -là en France, elle me paraît trop faible. Elle me paraît devoir être développée. Et je suis certain que les Français aspirent à être actifs, à être des acteurs de cette protection civile, de cette lutte contre l'insécurité climatique, de ces risques contre lesquels il faut lutter. Je pense que nous devons faire en sorte que chaque jeune Français, avant l'âge adulte, bénéficie enfin d'une véritable formation aux gestes de premier secours et que cela se valorise, je ne crois pas que... que cela puisse s'apprendre près du plus jeune âge dans toutes les petites écoles. Mais cela doit se valoriser dans le cadre d'un parcours. Par exemple, dans le cadre de Parcoursup, il faut que, lors des études supérieures, nous ayons cette initiation et cette culture, là encore, du premier secours, parce qu'il s'agit d'un vrai savoir-faire dont nous pouvons tous un jour avoir besoin. Et puis troisième point, nous allons devoir revoir notre système de financement, de prévention et d'indemnisation. Vous connaissez peut-être ce fonds barnier, qui porte le nom de Michel Barnier, qui est une intuition brillante lorsqu'il a été mis en œuvre. C'est un excellent exemple de ce que la politique peut faire quand elle accepte de regarder loin. Trente ans avant les phénomènes extrêmes que nous connaissons, le fonds barnier a permis d'investir dans la prévention des risques naturels. Ce n'est pas spectaculaire, on n'en parle pas tous les jours, on n'en parle pas souvent dans les grands médias, ça ne donne d'ailleurs plus lieu à des grands affrontements idéologiques, mais c'est un effort patient, constant, extrêmement efficace, que nous devons développer en allant plus loin. Pas en promettant n'importe quoi, nos marges budgétaires sont faibles, je ne sais ni faire tomber la pluie, ni faire apparaître les milliards. Mais je propose quelque chose de plus raisonnable, mais de certain, doter la France d'un fonds unique d'adaptation au changement climatique, puissant, visible, qui sera en quelque sorte le bras armé financier, en regroupant dans ce fonds unique le fonds barnier, le fonds vert, et en l'abondant pour atteindre un total de 2 milliards d'euros par an. 2 milliards, c'est une somme importante, c'est beaucoup d'argent public. Mais les catastrophes climatiques, ça coûte 5 milliards par an, pour l'instant, et ça peut s'accroître. Il faut donc investir un argent qui nous permettra de limiter le risque de limiter les dégâts, de limiter les coûts associés à la catastrophe climatique. Et nous ne pourrions pas, pour se faire saupoudrer les moyens, aider ça et là, un peu, tous ceux qui le demanderont. Nous devons fixer des priorités, faire des choix, utiliser un argent d'euros publics, là où il est le plus utile, là où véritablement il permet d'avoir un impact sur la protection contre les risques climatiques. Enfin, nous allons devoir, et pardon, parce que le sujet est un peu technique, mais chaque Français le mesure, nous allons devoir revoir nos règles d'assurance du risque climatique pour mieux protéger les Français. Les assureurs le reconnaissent eux-mêmes. Certaines zones deviennent inassurables. Je crois que vous vous souvenez des déclarations d'un ancien président d'une grande compagnie d'assurance française, dont le nom commence par A et se termine par A, je ne voudrais pas la citer, qui disait qu'une France à 4 degrés supplémentaires était une France inassurable. Je vous recommande de toujours bien écouter ceux qui connaissent leur métier. Et je pense que nous mesurons tous ceux que vivent un très grand nombre de Français aujourd'hui, lorsqu'ils habitent près de la mer ou près des océans, lorsqu'ils habitent dans un de ces terrains qui souffre des retraits gonflements d'argile et qui voient donc leur maison subir d'abord des petites fissures, puis ensuite des dommages qui viennent considérablement diminuer la valeur de leurs biens et parfois rendre difficile l'utilisation de leur propre maison. Là où ils ont mis toutes leurs économies, leur capital, celui qu'ils ont essayé d'accumuler modestement pour le transmettre à leurs enfants. Si on ne sait pas bien comment ces biens sont assurables, si on ne sait pas très bien compte tenu de la taille de la fissure, si on va pouvoir être indemnisé, on place des millions de Français dans une impasse sociale, dans une impasse sur les perspectives de leur avenir, sur ceux

dont ils disposent, sur ceux qu'ils peuvent transmettre. Et cette impasse -là, elle est génératrice d'une anxiété, d'une insatisfaction, d'une colère que l'on peut parfaitement comprendre. Alors, pour éviter cette colère, pour rassurer, pour faire en sorte de garantir la sécurité des biens et des personnes, nous allons devoir adapter notre système d'assurance et trouver un nouvel équilibre entre responsabilités individuelles et responsabilités collectives et assurances collectives pour que chacun soit protégé. Et l'Etat devra jouer pleinement son rôle pour repenser avec les assureurs, les collectivités, les constructeurs notre système d'indemnisation. Protéger, donc j'ai dit protéger, c'est aussi faire face au risque. Nous savons qu'il faudra aussi transformer notre manière d'habiter, notre matière, notre manière de produire et donc adapter nos villes et nos compagnes. On l'a vécu cet été, la France ne pourra pas fonctionner avec des bâtiments conçus pour le climat du 19e ou du 20e siècle. Nous devons donc continuer à isoler nos logements, équiper ceux qui peuvent être en volet, en store, en brise soleil orientable, en protection extérieure. Vous allez me dire, pourquoi est-ce qu'il dit ça ? Parce que dans beaucoup d'endroits, nous n'avons pas le droit de faire cela. Dans beaucoup d'endroits, des règles, qu'elles soient des règles de copropriété privée et parfois des règles patrimoniales liées à la protection de notre environnement ou en tout cas de notre patrimoine qui sont extrêmement importantes et qu'il ne s'agit pas de vider avec l'eau du bain. Mais qui nous interdisent, ou en tout cas qui rendent beaucoup plus difficile notre capacité à nous protéger et à nous adapter à une transformation climatique. Nous allons devoir lever quelques-unes de ces règles et nous allons demander aux bailleurs sociaux de mettre les bouchées doubles pour adapter le logement social. Nous allons évidemment devoir accompagner l'installation de la climatisation lorsqu'elle est nécessaire, non pas pour climatiser tout et n'importe quoi, comme on le voit parfois à l'étranger, mais pour permettre aux Français, en particulier les plus fragiles, de vivre dans des conditions supportables lorsque la température devient critique. Et nous allons devoir construire autrement. Et nous savons le faire. La cité Paul -Boncourt à Bordeaux offre un bon exemple de ce que permettent des logements traversants, doublement orientés, associés à l'inertie du bâtiment. On sait le faire. Alors évidemment, on peut le faire dans les bâtiments neufs. Il y a tout le bâti existant déjà qui va falloir adapter. Et ce n'est pas facile. Moi, je vis au Havre, en Normandie. Mais en Normandie, quand on construit, on essaie de mettre des grandes fenêtres plein sud pour avoir de la lumière, pour récupérer de la chaleur. Parce que c'est l'hiver qui est difficile. Sauf qu'aujourd'hui, ces bâtiments, bien conçus à l'époque, ils sont confrontés au problème que nous connaissons tous d'été trop chaud, de lumière trop vive, et ils deviennent des pièges à chaleur. Il faut que nous adaptions le bâti. Ça va demander un effort considérable. Mais c'est une priorité si nous voulons, nous, pouvoir vivre décemment, agréablement, simplement vivre dans des villes qui n'ont pas été conçues pour faire face à ces températures. Nous allons devoir continuer à rafraîchir nos villes. Qu'est-ce que ça veut dire, rafraîchir nos villes ? Ça passe par le végétal, Christophe l'a dit, par la plantation d'arbres, par l'aménagement urbain. Mais ça passe aussi par faire revenir l'eau, maîtrisée bien sûr dans nos villes. Ça a été fait à Rennes, où la Vilaine a pris la place d'une dalle de béton. Ça a été fait dans beaucoup d'autres villes de France. Et puis nous allons devoir créer des réseaux de froid. Parce qu'en plus d'être efficaces pour la climatisation, ils évitent d'ajouter de la chaleur en ville. Alors le défi est assez nouveau pour nous. Jusqu'à présent, on a plutôt cherché à développer les réseaux de chaud pour passer l'hiver. Eh bien maintenant, on va devoir passer... Enfin, nous allons devoir construire des réseaux de froid pour passer l'été. On le fait à Angers. Je ne voudrais pas citer Angers comme la ville où tout est en avance. Enfin, on le fait à Angers, c'est vrai. Où des forages réalisés au printemps vont permettre de capter de l'eau à 18 degrés, à 180 mètres de profondeur, pour rafraîchir les équipements publics et des logements en créant ce qu'on appelle une boucle d'eau tempérée. On peut dire un réseau de froid, une boucle d'eau tempérée. Ces projets vont être appelés à se développer pour rafraîchir les logements sociaux ou les EHPAD. Raison pour laquelle je propose d'étendre considérablement le soutien du fond chaleur au réseau de froid. Car, comme je vous le disais, il sera important demain de passer l'été comme on a pris l'

'habitude de passer l'hiver. Le changement climatique, il va transformer aussi notre façon de nous nourrir et de gérer nos ressources avec un secteur vital en première ligne, l'agriculture. C'était un des thèmes de la journée. Nous devons donner les moyens à nos agriculteurs de s'adapter à cette transformation climatique. Et le premier de ces moyens, c'est l'eau. Sur cette question, j'aimerais que nous sortions du piège idéologique qui consiste à considérer qu'un agriculteur qui stocke l'eau en hiver pour irriguer en été, s'approprie à lui seul une ressource qui de lui appartiendrait pas. Ou alors j'aimerais qu'on m'explique ce que doit faire cet agriculteur pour cultiver et nourrir cela même qui lui refuse la possibilité de s'adapter au changement climatique. Parce qu'une agriculture sans eau, c'est pas une agriculture plus écologique, c'est une agriculture qui disparaît, qui n'existe plus. Je veux donc être clair, nous allons stocker l'eau plus qu'avant, mieux qu'avant et de façon beaucoup plus assumée qu'avant. C'est précisément le rôle des retenues de substitution dont la réalisation est si souvent empêchée, parfois par la violence, ce qui est inacceptable, parfois par la multiplication des recours qui encombre les tribunaux. Les règles environnementales doivent être respectées mais elles ne doivent pas empêcher l'adaptation. Très souvent nous avons transformé la protection en procédure. La protection passe avant la procédure. Et lorsqu'un projet sera utile, lorsqu'il sera soutenable, qu'il répondra à un besoin identifié, il doit pouvoir voir le jour. Cela pourra être une réserve artificielle, Une retenue collinaire, un étang accessible au public pour stocker l'eau, pour préserver la biodiversité et offrir un lieu de promenade aux habitants. Stocker l'eau quand c'est possible, ça n'est pas la gaspiller, c'est encore moins se l'approprier, c'est la gérer, s'adapter, c'est continuer à se nourrir malgré le changement climatique, objectif qui me paraît éminemment respectable. Et le stockage de l'eau n'est pas une fin en soi. Derrière, il y a un enjeu beaucoup plus large, celui de la transformation en profondeur d'une partie de notre agriculture. Cela veut dire adapter les cultures, mieux utiliser l'eau et permettre à nos agriculteurs de continuer à produire dans un climat qui change. Je voudrais vous dire un mot de ce qu'on appelle parfois, par un terme un peu administratif, mais que les agriculteurs connaissent très bien, les zones intermédiaires. Ces zones intermédiaires, c'est zones qui vont du centre -ouest jusque... C'est presque ce qu'on appelle parfois de façon cruelle la diagonale du vide. Ce sont des zones qui pendant très longtemps ont été essentiellement consacrées au pâturage et qui, dans la deuxième moitié du XXe siècle et surtout dans le dernier quart du XXe siècle, ont évolué et sur lesquels on a commencé à cultiver des grandes cultures, le céréale, d'autres choses. Avec des conditions de sol qui pouvaient donner lieu à la culture du céréale au début parce qu'il y avait encore beaucoup de matières organiques, mais qui se sont beaucoup appauvries au fur et à mesure des années qui passent, et avec une capacité à utiliser l'eau, souvent extrêmement limitée. À ce faisant, on a placé toute une partie de l'agriculture française, celle qui est dans les zones intermédiaires, face à des rendements qui sont toujours décroissants. Et dont tout indique compte tenu de la transformation climatique en cours, qu'ils vont continuer à rester décroissants. Transformer notre agriculture, l'adapter aux nouvelles conditions climatiques, c'est offrir des perspectives aux agriculteurs qui exploitent dans ces territoires, à ceux qui veulent s'installer, et à qui on ne peut pas dire vous allez faire comme vos parents, comme vos grands-parents. Le même modèle, celui auquel vous êtes attaché, ne vous permettra pas de continuer à exploiter dans de bonnes conditions. Alors évidemment, ce n'est pas le président de la République, le gouvernement ou un expert à Paris qui va expliquer aux agriculteurs ce qu'ils doivent planter et comment ils doivent travailler. Ils en sont tous, quel que soit d'ailleurs l'identité du président de la République ou des gouvernements, totalement incapables. Ça n'est pas leur métier. Mais ils doivent pouvoir accompagner, créer les conditions d'accompagnement de ces agriculteurs pour qu'ils sortent de ce piège de la transformation climatique qui est susceptible de les condamner. De la même manière, nous allons devoir apprendre à ne plus gaspiller l'eau. Et là encore, on a pris du retard. Aujourd'hui, en France, on considère que moins de 1 % de l'eau des eaux usées, traitées est réutilisée. Alors qu'en Italie, c'est 10 % et qu'en Espagne, c'est 20%. Je pense que nous pouvons atteindre et que nous devons atteindre l'objectif de 10 % des eaux usées, traitées,

réutilisées pour nettoyer nos rues, pour arroser un certain nombre d'espaces verts, pour éteindre un incendie quand c'est nécessaire. Une chose est sûre, ce n'est pas plus efficace de faire tout cela avec de l'eau potable. On me dit parfois que le principe de précaution bloque aujourd'hui certains projets. D'abord, je ne crois pas du tout que ce soit vrai du point de vue juridique, mais surtout, je suis absolument certain que la vraie précaution aujourd'hui consiste à utiliser l'eau traitée partout où c'est possible, plus tôt que l'eau potable, pour économiser l'eau potable. Parce que l'eau potable, elle, elle commence à manquer. Pas tout le temps, pas partout. Mais cela arrive. À Mayotte, où j'étais récemment, où la situation est particulièrement difficile, aux Antilles, où la distribution de l'eau est extrêmement perturbée. Mais pas seulement, cet été, on compte plus de 60 000 de nos concitoyens en Avéron ou dans le Haut-Rhin, qui ont été privés d'eau du robinet. Des communes qui, certaines années, doivent restreindre l'usage de l'eau ou distribuer des bouteilles d'eau minérales à leur population. Pas simplement comme restriction dans la piscine ou pour nettoyer sa voiture. Non, non, des tours d'eau parce qu'il n'y a plus d'eau potable. Nous avons longtemps considéré l'eau potable comme une évidence. La vérité, c'est qu'elle ne l'est plus totalement et qu'elle le sera probablement de moins en moins. Sauf si nous apprenons à mieux la stocker, à mieux l'économiser et à mieux réutiliser les autres étés. S'adapter, ce sera aussi accepté de changer certains rythmes de vie. On l'a tous vécu cet été. Quand il fait 40, voire 42 degrés, il n'est ni possible, dit d'ailleurs raisonnable, de continuer à vivre comme lorsqu'il fait 20 degrés. Parfois, le pic de chaleur ne dure pas et on résiste, on attend que ça passe. Mais parfois il dure. Et quand il dure, c'est très dur. Alors bien sûr, il faut adapter le bâti, j'en disais un mot tout à l'heure. Mais on peut aussi, et en vérité ce sera indispensable, adapter nos façons d'utiliser le bâti, nos façons de vivre. L'été 2026, il doit nous conduire à réfléchir à nos rythmes, à nos rythmes à l'école, à nos rythmes au travail, à nos rythmes dans les services publics. Sans doute faudra-t-il, lorsque les chaleurs sont très intenses, commencer plus tôt, pour finir plus tôt dans la journée, ou au contraire, faire une longue pause dans le début de l'après-midi et attendre de finir plus tard lorsqu'il fait plus frais. L'organisation des entreprises, l'organisation de la scolarité, l'organisation des services publics devra nécessairement prendre en compte cette transformation climatique. Et bien entendu, ça ne peut pas se décider de paris. Bien entendu, ce ne sera pas au président de la République de décider à quelle heure l'école commence à Perpignan lorsque la température dépasse 38 degrés. Ça n'a aucun sens, ni au président de la République, ni même au ministre de l'Éducation nationale. Mais nous devons organiser le cadre qui permettra partout en France, dans certaines conditions, d'adapter notre façon de faire les choses à une nouvelle réalité climatique. De fait, c'est ce qui se passe partout dans le monde. Alors, je ne dis pas que tous les Français vont vivre à leur espadiole. C'est pas nécessaire, même si c'est agréable. Mais nous devons, à certains moments, à certains endroits, être prêts à changer notre façon de faire pour tenir compte des événements climatiques. Ce sont les élus locaux, les préfets, les partenaires sociaux qui vont devoir y réfléchir et regarder ensuite département par département en fonction des conditions climatiques locales et de l'organisation territoriale, comment s'adapter. Mais je suis certain que si nous n'ouvrons pas cette discussion, si nous ne permettons pas aux départements les plus concernés d'ouvrir cette réflexion, nous passerons à côté de quelque chose et nous n'aurons pas suffisamment les moyens de nous adapter suffisamment vite. Ça demandera un petit peu de souplesse et un petit peu d'organisation. Ça ne pourra se décider que localement. L'État devra rendre cette souplesse possible. Ce n'est pas toujours son fort. Il devra s'abstenir de décider, mais faire en sorte que ceux qui vivent et qui prennent les décisions localement puissent le faire. Et je trouve que, au fond, c'est une question de bon sens de ne pas penser qu'en termes de bâti, en termes d'investissement, mais en termes de façon de vivre et d'adaptation de notre façon de vivre. Il se trouve que nous manquons singulièrement de bon sens dans notre façon de gérer les épisodes qui sont appelés à se répéter avec une fréquence et une intensité de plus en plus grandes. Adapter la France, c'est protéger, gérer des crises. Mais c'est aussi organiser le pays, penser son espace, anticiper ses équilibres et l

'équiper en conséquence. Et je voudrais vous en dire un mot. Le grand Vauban avait compris cette idée simple. La sécurité d'un pays dépend de ses soldats, c'est vrai, mais elle dépend au moins autant de la manière dont un territoire est organisé, protégé et préparé. Et d'une manière générale, un projet qui tient une nation doit s'incarner dans des projets physiques. Les infrastructures, l'équipement, les grands travaux ont toujours joué un rôle fondamental parce qu'ils reposent sur l'idée de l'intérêt général du long terme et d'une certaine forme de grandeur propre à notre pays. S'adapter au changement climatique va nécessiter d'aménager notre pays, de le repenser, de réfléchir aux endroits où l'on peut construire en toute sécurité. Aménager, équiper, on sait très bien le faire en France. On sait aussi que ça nécessite trois choses. D'abord, des investissements. Je l'ai dit, nos marches sont limitées. On va devoir investir avec discernement. Mais cet argent profitera à nos territoires, à leurs habitants, à leurs entreprises, à nos enfants. Et l'effort financier me paraît donc justifié. Il faut ensuite des compétences pour aménager. Et en premier lieu, des ingénieurs. Nous formons des ingénieurs en France, d'excellents ingénieurs. Nous en formons 40 000 par an pour faire face à la transformation qui vient. Et je ne parle pas de l'intelligence artificielle. Je ne parle pas des transformations technologiques et industrielles. Non, je parle simplement de l'adaptation à la transformation climatique, de nos infrastructures, de nos bâtis, de nos façons de produire. Nous allons avoir besoin de beaucoup d'ingénieurs. Nous en formons 40 000. Nous nous porterions infiniment mieux si nous en formions 100 000 par an. Peut-être 150 000 par an. C'est un effort national de formation, de mobilisation sur ces compétences et sur ces vocations que nous devons réaliser. De façon à ce que la France ait l'intelligence disponible pour faire face à ces défis. C'est un merveilleux effort et qui ne concerne pas que les ingénieurs, qui concerne les techniciens, les ouvriers qualifiés, tous ceux qui savent faire, tous ceux qui ont la compétence pour innover, pour entreprendre. Enfin il faut un État qui sache bien faire ce qu'on attend de lui, pas au-delà, ni plus, ni moins, indiquer une direction, coordonner des efforts, apporter de la visibilité et de la constance à l'action publique. Mais je ne crois pas à une adaptation efficace depuis Paris, je veux à nouveau citer le grand Fernand Braudel, il disait déjà à son époque 1000 France sont en place jadis, hier, aujourd'hui, acceptons cette vérité, cette profusion, cette insistance. Nous avons 1000 France en France, les solutions d'adaptation efficaces, celles qui répondront le mieux au risque, elles seront nécessairement des solutions locales. J'engagerai donc la décentralisation de la politique d'adaptation avec un État central qui fixe le cap et des territoires qui choisiront le chemin et nous utiliserons la commande publique. Le changement climatique va créer des besoins considérables. Nous avons des entreprises qui savent faire, comme souvent en France, ça n'est pas une question de savoir-faire mais c'est souvent une question d'échelle et de filière et trop souvent de normes. S'adapter, s'équiper, c'est donc aussi simplifié. Et nous sommes, mesdames et messieurs, peu de gens l'ont saisi, à la veille d'une petite révolution. Le 9 septembre dernier, la Commission européenne a présenté une proposition de règlement sur les marchés publics. Bon, c'est pas excitant excitant, dit comme ça. Une proposition de règlement sur les marchés publics. Pour donner une idée, si la Commission va au bout de son projet, on passerait, pour l'ensemble de la réglementation européenne en matière de marchés publics, de 900 pages à 200 pages. L'idée étant de concentrer les règles européennes. Eh bien moi, mesdames et messieurs, je propose une chose très simple. Quand ce règlement entrera en vigueur, et il comportera évidemment un certain nombre de garanties, c'est l'objectif de ce règlement, je propose de supprimer la totalité du Code des marchés publics français. Les règles seront contenues dans la réglementation européenne, on n'en ajoutera aucune. Si une commune veut se rajouter ses propres règles, libre elle de le faire. Mais je vous propose de considérer que ce qui est fixé comme le seuil par l'Union européenne ne doit pas être renforcé par la France. Et à mon avis, par cette simple disparition, le moment venu du Code des marchés publics, nous allons, croyez-moi, s'agissant des collectivités publiques, s'agissant parfois du logement social, s'agissant de l'Etat, libérer une énergie, une rapidité, une simplicité, parfois même des prix, extraordinaire. J'attends donc avec impatience le règlement final de proposer par la

Commission européenne, et je prends cet engagement, au moment où il sera publié, de supprimer la totalité des dispositions applicables en matière de marché public contenu dans la réglementation nationale. Et pourquoi ? Pas simplement parce que le Code est un peu massif. Pas simplement parce que ce sera plus simple, mais parce que l'énergie que nous allons gagner, les possibilités que nous allons ouvrir dans les collectivités territoriales pour nous adapter seront infiniment supérieures. Et que nous allons donc pouvoir aller beaucoup plus vite dans l'adaptation nécessaire, être beaucoup plus ambitieux, être beaucoup plus inventif aussi, donner des chances à des entreprises qui aujourd'hui ne passent pas la barre du Code des marchés publics. Au fond, je voudrais vous dire que l'adaptation climatique, c'est tout le contraire d'une politique de renoncement. Très souvent, lorsqu'on parle des conséquences de la transformation climatique, on se dit, nous allons devoir renoncer à ce qui fait notre mode de vie, notre plaisir, nos projets. Au fond, ça va être chaque année un petit peu plus dur. On va devoir faire un petit peu moins à chaque fois. Comme si c'était un rabot que chaque année on nous promettait sur nos projets, sur nos aspirations, sur notre liberté. Toujours un petit peu moins, parce que c'est la transformation climatique. Je pense exactement l'inverse. Je pense que la politique d'adaptation, ça n'est pas une politique de renoncement. Ça n'est pas une politique d'attrition. L'adaptation du territoire, c'est un esprit conquérant. C'est une foi en l'avenir. C'est une foi dans l'humanité. C'est une foi dans la France. C'est une fois dans notre capacité à régler les problèmes lorsqu'ils se posent. Alors c'est toujours mieux de les régler avant qu'ils se posent. Mais moi, je considère que, en France, et probablement même pour l'humanité tout entière, nous savons régler les problèmes lorsqu'ils se posent. L'adaptation à la transformation climatique, ça n'est pas sombre, triste, inéluctable, subie. C'est une aventure que nous allons mener ensemble pour faire en sorte de préparer une France et un monde vivables, agréables, plus agréables et plus vivables encore pour nos enfants. C'est un état d'esprit. Mais c'est bien l'état d'esprit qui nous anime dans nos foyers, dans nos vies personnelles. Et bien cet état d'esprit, il faut le faire lever au niveau national et expliquer que cette transformation climatique, elle est là. On ne va pas faire comme si elle n'était pas là. Elle nous pose des défis considérables. Mais nous pouvons relever le défi. Nous pouvons adapter notre pays, notre façon de faire, trouver des solutions, garantir le fait que nos enfants pourront continuer à apprendre dans les salles de classe, même lorsqu'il fait chaud. Garantir le fait que nos usines vont pouvoir continuer à produire, même lorsqu'il fait chaud. Garantir que nos villes vont pouvoir résister à l'augmentation du niveau des mers ou aux inondations plus fréquentes liées aux événements climatiques plus intenses. C'est ça l'enjeu de l'adaptation à la transformation climatique. C'est un défi collectif exceptionnel auquel nous devons répondre. Et moi, j'ai la foi. Je sais que nous pouvons le faire. Je pense que nos parents, nos grands-parents, dans des conditions incroyablement difficiles, ont parfois fait plus que ça encore. Avec parfois beaucoup moins que nous pour répondre à ces enjeux. Et je voudrais vous communiquer cette confiance qui est indispensable. Car on ne fait rien de grand sans confiance, rien de grand sans espoir. Si nous attendons l'effet de la transformation climatique en nous disant jamais on n'y arrivera, nous allons devenir un petit peuple. Nous allons devenir des petits hommes. Sans perspective, sans espoir. Ce n'est pas ça la France. Ce n'est pas ça les Français. C'est beaucoup plus que ça la France. C'est beaucoup plus que ça les Français, mesdames et messieurs. Et puis je voudrais vous dire autre chose aussi sur la transformation climatique et sur l'adaptation de notre pays. Je voudrais mettre fin à une mystification. Parce que depuis des années, j'entends la gauche radicale expliquer explicitement ou implicitement, mais souvent explicitement, que au fond l'origine humaine du changement climatique et son accélération seraient le pur produit du capitalisme. Que le capitalisme, par ce qu'il suppose l'accumulation du capital, serait incapable par nature de respecter les limites de la planète. Et que donc, dans un syllogisme intéressant, pour sauver le climat il faudrait casser le capitalisme. Et tout ce qui va avec. L'économie de marché, le démon racé représentatif, tout ce qui va avec. Regardons les faits, mesdames et messieurs. Le seul système qui a prétendu constituer une alternative au capitalisme, à savoir le communisme, n'a pas été, de mon point de vue, un modèle de préservation

de l'environnement. Et je ne crois pas que ce soit lié à l'époque ou lié au hasard. Car lorsque l'homme ne compte pas, ou lorsqu'il ne compte plus dans un système politique, lorsque la vérité du parti s'impose par nature à la liberté individuelle, l'environnement finit, en général, par compter encore moins. Alors soyons clairs, on ne réussira pas l'adaptation climatique sans l'économie de marché. Parce que nous aurons besoin de capitaux, parce que nous aurons besoin d'investissements, parce que nous aurons besoin de technologies, d'entrepreneurs, d'innovations. Et ça, l'économie de marché est la mieux à même de nous les fournir. Nous devons utiliser l'économie de marché pour nous adapter à la transformation climatique. Et tous ceux qui viendront vous voir sur le thème de la décroissance, sur le thème de la fin du capitalisme, de la fin de l'économie de marché, qui vous diront « nous allons changer le système économique de production parce que en le changeant, en le changeant quoi ? » On va mobiliser plus de richesses pour les investissements dont nous avons besoin ? On va mobiliser plus d'innovations pour trouver les solutions techniques dont nous allons avoir besoin ? On va créer plus de libertés individuelles ? Jamais de la vie, nous le savons bien. Se priver de la puissance de l'économie de marché pour adapter le pays, c'est se condamner, je le crois, à la décroissance continue, à la décroissance triste et à la décroissance désespérante. Le capitalisme a su, en étant tempéré et régulé par les démocraties occidentales, prendre en compte la question sociale et sortir de la pauvreté des peuples entiers. Nous devons poursuivre sur cette voie, l'organiser, le réguler de façon à utiliser ce qu'il sait faire, mieux que quiconque, pour créer des richesses et surtout pour utiliser ces richesses dans l'adaptation. Je ne suis pas en train de vous dire que le marché est une fin en soi, je suis en train de vous dire qu'il est un outil et un outil puissant. Et que cet outil puissant nous en avons besoin en l'organisant, en l'orientant, en l'utilisant. Je voudrais, pour terminer, car le réchauffement climatique est une réalité... Mais sur les bords de la Loire, au Pont de C, ce soir, un petit vent frais vient rafraîchir celles et ceux qui, enthousiastes, sont venus sans petite laine. Je le vois bien, je le vois bien. Mais je voudrais quand même vous dire un mot, sans allonger indéfiniment ce discours, un mot sur trois chantiers que je voudrais engager, trois chantiers que je crois importants. Le premier, c'est le plan baignade. Je l'ai déjà évoqué et ça m'a valu quelques remarques condescendantes, comme on dit souvent, de la part de certains commentateurs parisiens. Oui, un plan baignade, alors que la France est confrontée à des défis considérables. Qu'est-ce qui vient de nous parler d'un plan baignade ? Je vais vous dire, je vois dans cette condescendance d'excellentes raisons de persister et de poursuivre sur ce thème. Et je le fais d'autant plus volontiers que ce plan s'inscrit dans le prolongement d'un autre plan du même type, le plan piscine, qui n'a pas été lancé par Edouard Philippe, mais qui a été lancé en 1969 par un homme d'État que j'admire beaucoup, le président Pompidou. J'ai compris récemment que les écolo avaient un petit peu de mal avec le président Pompidou. Ils ont tort. L'idée à l'époque, c'était d'équiper le territoire en piscine publique. Et à l'époque, près d'un millier, un petit peu plus, ont été construites sur des formats standardisés. Ça n'a pas toujours été d'ailleurs des succès techniques, mais ils ont été construites et on a démocratisé l'accès à la piscine pour des millions de Français. Pour des millions de Français. Pour l'ensemble des Français. Pas seulement ceux qui sont propriétaires d'une piscine privée, pas seulement ceux qui savent profiter de ce plaisir pour tous, parce que profiter d'une baignade lorsqu'il fait très chaud devient pas seulement un plaisir, mais une nécessité. Quelle est la situation aujourd'hui ? Il y a beaucoup plus de piscines privées en France qu'il y en avait en 1969. Et on compte environ un petit peu plus de 4000 piscines publiques en France. Ça fait, si mes calculs sont exacts, pas très loin d'une piscine pour 17 000 habitants. La moitié du parc des piscines publiques français a plus de 38 ans. La moitié. Ça oblige parfois les collectivités à les fermer. Ça oblige forcément à les entretenir, à les rénover, à construire de nouvelles. C'est un énorme effort d'investissement. Mais je vous le dis, compte tenu de la transformation climatique, compte tenu des épisodes caniculaires, pouvoir se baigner ne doit être ni un luxe, ni un danger. Cet été en France, 301 personnes sont mortes par noyade. 301. C'est un chiffre en hausse de 14 % par rapport à l'année précédente. Ce sont 300 morts évitables. Parce que

L'accès à l'eau n'est pas forcément bien organisé. Parce que la pratique de la natation n'est pas forcément maîtrisée. En période de canicule, les piscines ou les cours d'eau sont des refuges pour les familles. Elles permettent à des familles de passer un mercredi, un samedi ou une journée de vacances à un coup modique. Et apprendre à nager à nos enfants me paraît absolument essentiel à l'heure où un élève sur trois, nous dit-on, entrant en sixième, ne sait pas nager. Je suis donc totalement décidé à lancer ce plan baignade pour rénover, pour construire de nouvelles piscines, pour rendre à la baignade, lorsque les conditions sanitaires le permettront, certains cours d'eau, comme nous l'avons fait pour la Seine et pour la Marne à l'occasion des Jeux Olympiques de Paris. Et il y avait quelque chose là aussi d'extrêmement réjouissant, à dire que des cours d'eau qui n'étaient plus baignables pouvaient le devenir à nouveau. Parce que là aussi, ça nous montre que rien n'est inéluctable. Nous pouvons adapter, corriger, parfois réparer la nature de façon à pouvoir à nouveau en profiter dans des conditions satisfaisantes. Et sur ce point, je voudrais citer quelqu'un qui n'est pas là aujourd'hui, mais qui avait fait un travail remarquable, pour qui j'ai beaucoup d'estime, qui est madame Roxana Marasinehanou, qui fut ministre des Sports lorsque j'étais Premier ministre, et qui avait lancé un plan aisance aquatique pour faire en sorte que très tôt, alors qu'ils sont encore nourissants, les enfants apprennent à se débrouiller avec l'eau pour ne pas multiplier les accidents dramatiques que j'ai évoqués. Encore une fois, j'ai bien entendu la condescendance d'acteurs parisiens qui n'ont probablement aucun problème pour se baigner lorsqu'ils le souhaitent. Je les comprends. Mais les Français, ils ont le droit de pouvoir le faire. Et nous pouvons l'organiser avec des investissements publics, mais avec de l'adaptation du territoire, de façon à ce que eux aussi bénéficient de ce plaisir qui est devenu indispensable. Le deuxième chantier, c'est l'adaptation de nos infrastructures. C'est ce que j'appelle la dette grise. C'est les années de retard dans l'entretien, la modernisation et l'adaptation de nos équipements qui vont se voir beaucoup à cause des crises climatiques. C'est la voie ferrée qui se déforme sous l'effet de la chaleur. C'est normal que le métal se déforme sous l'effet de la chaleur. Ça, je crois que tout le monde peut le comprendre. C'est sa nature. Mais que les trains ne roulent plus parce qu'il fait chaud. En France, beaucoup d'entre nous ont beaucoup de mal à le comprendre. Que le système ferroviaire ne sache pas encaisser d'une augmentation de température ou un pic de chaleur pendant quelques jours, ça, beaucoup d'entre nous se disent comment en est-on arrivé là ? C'est le sol qui bouge et qui fait partir la moitié de la route. C'est le transformateur électrique qui lâche parce qu'il fait trop chaud. C'est le pont ou l'ouvrage d'art, il y en a quand même plus de 40 000 en France, un peu anciens qui ne supportent pas ou qui ne supportent plus les volumes d'eau en cas de forte pluie. Soit on continue comme aujourd'hui, c'est -à-dire que grosso modo, on attend la panne pour réparer, on attend l'annulation des trains pour agir, on attend la catastrophe, et elle est souvent prévisible pour se demander ce qu'il aurait fallu faire. Soit on prend le sujet à bras le corps et on regarde territoire par territoire quelles sont les infrastructures dont la défiance aurait les conséquences les plus graves. Et on construit un calendrier de travail. Qu'est-ce qu'il faut renforcer ? Qu'est-ce qu'il faut protéger ? Qu'est-ce qu'il faut déplacer ? Qu'est-ce qu'il faut refroidir ? Qu'est-ce qu'il faut surélever ? Et surtout, quand est-ce qu'on le fait ? Parce qu'adapter nos infrastructures, ça n'est pas dépenser pour faire face à un risque hypothétique. Le risque, il est là. C'est investir pour éviter des pannes, des interruptions, des pertes économiques et parfois des drames. Enfin, cette logique d'anticipation, c'est mon dernier point. Je vais aussi l'appliquer à nos montagnes qui font l'objet de mon troisième et dernier chantier. Alors j'ai bien conscience que parler de montagnes en jou, dont le point culminant, la colline de la troitière, tutoyée 216 mètres d'altitude, peut sembler aventureux. Vous me direz que la Normandie ne se distingue pas par ses sommets enneigés, vous n'aurez pas tort. Mais je veux être très sérieux. Quand j'étais enfant, pour m'apprendre à rester calme, à ne pas réagir à tout et n'importe quoi, mon père me répétait cette phrase qui m'a beaucoup marqué. Il me disait, la montagne ne bouge pas. C'était un conseil de maîtrise de soi, un conseil utile. À moi, lorsque j'étais enfant, et à mon avis, à beaucoup d'autres. La montagne ne bouge pas. Mais la vérité, c'est que la

montagne bouge aujourd'hui. La vérité, c'est que les équilibres de la montagne sont en train de bouger et de bouger très rapidement. Le changement climatique s'y fait sentir là aussi. Parce qu'après vous avoir parlé autant d'eau, constatez comme on n'avait pas donné. La montagne et ses équilibres bougent. Dans les alpages, l'eau manque, les pâturages s'appauvrissent, la végétation se transforme. Certains éleveurs sont obligés de faire venir par camion citernes l'eau dont ils ont besoin. On doit acheter du forage dès l'été. Nous allons devoir, en montagne aussi, mieux stocker l'eau. Tout ce que je vous ai dit pour la plaine est vrai pour la montagne. Avec cette particularité qu'une bonne partie de l'économie de la montagne repose sur la neige et qu'elle se fait plus rare. Et que nous le savons tous. Pas partout bien entendu, évidemment. Mais qu'elle se fait plus rare. Et que tout indique qu'elle peut à l'avenir continuer à se faire de plus en plus rare. Nous allons donc devoir faire évoluer un modèle français qui ne pourra plus dépendre d'une économie construite autour de la neige. Le modèle touristique doit changer. Il peut probablement perdurer. Il doit probablement s'adapter. Il va changer. Il y a d'excellents exemples de transition. Dans le département du Doubs à Metabier, sur le Jura. On a des stations qui ont compris, qui ont compris par la force de l'évidence, qu'elle ne pouvait plus attirer simplement par la promesse des sports d'hiver fondés sur le ski et sur la neige. Mais bien par des activités qui s'inscrivent tout au long de l'année et qui ont été très profondément transformées. Le ski peut-être, mais le VTT, la randonnée, le trail, la luge 4 saisons. Une organisation différente. Un propos différent. Une offre différente. Mais quelque chose qui reste attractif et qui reste fondée sur une nature qui est merveilleuse, même si elle change. Nous allons devoir accompagner ces transitions. massif par massif, territoire par territoire, parce que les réponses ne seront évidemment pas les mêmes ni dans les Alpes, ni dans le Jura, ni dans les Pyrénées, dans les Vosges ou dans le Massif central, et qu'on doit anticiper les risques esquivables, les risques estivaux, en sécurisant les sentiers exposés aux éboulements, en surveillant les infrastructures fragilisées par le dégel, en protégeant les refuges et en leur garantissant un accès à l'eau. Nous n'allons pas pouvoir faire revenir la neige. Nous ne pourrions sans doute pas maintenir à tout prix le modèle d'hier, mais nous pouvons construire un autre modèle pour nos montagnes, plus diversifiées, plus respectueuses de leurs équilibres naturels et peut-être d'une certaine façon plus ambitieux. Mes amis, si le présent se traîne dans les séquelles du malheur, l'avenir est à bâtir. Il y faut une politique, j'en ai une, dont je tâche qu'elle soit à la dimension du sujet. Voilà ce qu'écrivait plein d'allans le général de Gaulle dans le tome 3 de ses Mémoires de guerre, qu'il avait intitulé le Salut. Nous n'allons pas choisir le climat de 2050. Il s'imposera à nous. Mais nous pouvons choisir la France qui y fera face. Nous pouvons décider d'être prêts. Nous pouvons décider qu'un enfant pourra apprendre dans une salle de classe où il ne fera pas 40 degrés. Nous pouvons décider qu'un train continuera à rouler l'été, qu'un agriculteur aura de l'eau quand il en aura besoin, que la chaleur sera moins intense en ville parce que nous les aurons transformés, que la protection contre le risque de submersion marine ou d'inondation sera mieux prise en compte avec des ouvrages de type nouveau, qu'un pompier disposera des moyens nécessaires pour nous protéger lorsque la crise sera là, que nous aurons accès tous à l'eau potable. Nous pouvons décider de cela. Le climat, nous ne le maîtrisons pas. Et je ne crois pas que nous puissions penser le maîtriser un jour. En revanche, notre réponse, nous la maîtrisons. Cette réponse, c'est à nous de la construire, pas aux autres. De la construire patiemment, méthodiquement, résolument et vite. C'est un objet de sécurité pour notre pays, pour nous-mêmes, pour nos enfants. C'est un défi formidable. Je sais qu'il est compliqué. Je sais qu'il peut faire peur. Je sais qu'il peut donner lieu à une forme de découragement. Et je terminerai par ces mots. Les deux péchés capitaux en politique sont la désinvolture et le découragement. La désinvolture vis-à-vis de la transformation climatique, c'est dire, est-ce que c'est vraiment l'homme qui en est responsable, et puis, est-ce que vraiment il faut... Et le découragement, c'est dire, c'est trop tard, c'est trop grave, on n'y arrivera pas. Bien moi, mesdames et messieurs, je vous le dis en conscience. Sans désinvolture, sans découragement, nous pouvons faire face aux défis climatiques. Il faut simplement nous y mettre maintenant. Croyons en

nous, organisons la France de nos enfants. Je vous remercie.